

II. — *Sociétés à responsabilité limitée*

- Sociétés à responsabilité limitée, cession de parts, notification aux associés et à la société, absence, ratification (non), régularisation, Cass. com. 21 mars 1995, note Yves CHARTIER 77

III. — *Sociétés anonymes*

- Sociétés anonymes, engagement extra-statutaire de rachat des actions, licenciement de dirigeants, application aux actions reçues en échange lors d'une fusion (non), Cass. 1^{re} civ. 18 juill. 1995, note Paul LE CANNU 80
- Sociétés anonymes, administrateur, non-renouvellement, inscription de la question à l'ordre du jour de l'assemblée (non), caractère abusif de la décision de non-renouvellement (oui), circonstances de la décision et non-respect des droits de la défense, condamnation de la société et de l'actionnaire majoritaire, CA Paris, 27 oct. 1995, note Daniel COHEN 84
- Sociétés anonymes, convention réglementée, conséquences dommageables, mobile (non), Cass. com. 24 janv. 1995, note Yves CHARTIER 93
- Sociétés anonymes, administrateur, demande d'indemnité pour le travail accompli, action *de in rem verso*, irrecevabilité, Cass. com. 16 mai 1995, note Christophe GERSHEL 95
- Directeur général, cessation des fonctions, révocation, abus (non), dommages-intérêts (non), Cass. com. 3 janv. 1995, obs. Yves GUYON 101

IV. — *Associations*

- Dissolution, liquidation, personnalité morale (maintien), droit d'ester en justice, Cass. 3^e civ. 4 oct. 1995, note Yves GUYON 102

V. — *Droit pénal des sociétés*

- Sociétés, société à responsabilité limitée, abus de biens sociaux, éléments constitutifs, dépenses, caractère social, preuve, Cass. crim. 28 nov. 1994, note Bernard BOULOC 105

- Domicile, protection, personne morale, violation de domicile, admission, Cass. crim. 23 mai 1995, note Bernard BOULOC 109
- Sociétés, société à responsabilité limitée, gérant, omission de réunion de l'assemblée des associés, demande de prolongation postérieure à l'expiration du délai légal, disparition du délit (non), Cass. crim. 4 juill. 1995, note Bernard BOULOC 113

VI. — Redressement et liquidation judiciaire

- Redressement et liquidation judiciaires, sociétés, dirigeants sociaux, interdiction professionnelle, absence de déclaration de la cessation des paiements dans le délai légal, sanction justifiée, motifs du retard indifférents, Cass. com. 10 oct. 1995, note Adrienne HONORAT .. 115

III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

- Sommaires de jurisprudence par Yves GUYON 119
- Associations*, représentant légal, action en justice, identification, CA Paris, 4^e ch. B, 6 oct. 1995 119
- Associations*, concurrence, subventions, paracommercialité, avis 95 A 19 du Conseil de la concurrence du 7 nov. 1995 119
- Fondations*, représentant légal, action en justice, pouvoir, CA Paris, 3 mars 1995 120
- Sociétés anonymes*, conseil d'administration, délibérations, nullité, information préalable de chaque administrateur, CA Paris, 25^e ch. A, 16 mars 1995 120
- Sociétés anonymes*, expertise de gestion, rejet, inopportunité au regard de l'intérêt social, CA Paris, 25^e ch. A, 16 nov. 1995 120
- Sociétés anonymes*, expertise de gestion, demande, recevabilité (oui), clause compromissoire entre associés, CA Versailles, 12^e ch., 2^e sect., 20 avr. 1995 121
- Sociétés en général*, dénomination sociale, protection, CA Paris, 4^e ch., 8 nov. 1995 121
- Sociétés en général*, dissolution, EURL, dissolution sans liquidation, CA Paris, 1^{re} ch. soc. concurrence, 3 nov. 1995 121
- Sociétés en général*, dissolution, cause, réalisation ou extinction de l'objet, CA Paris, 3^e ch. B, 14 avr. 1995 122

V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE
NATIONALE ET DU SÉNAT

Fusions de SEL : droit d'enregistrement	179
Impossibilité de déduire les dons faits directement aux PME par d'autres entreprises	180

VI. — BIBLIOGRAPHIE

Comptes rendus d'ouvrages	183
Bibliographie thématique : L'abus de biens sociaux	187
Actualités bibliographiques	191
Sélection d'ouvrages et de monographies	204
Thèses de doctorat	205

VII. — INFORMATIONS

I. — <i>Revista de derecho bancario y de la actividad financiera</i> (Argentine)	207
II. — Colloque : le trentième anniversaire de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales	207
III. — À propos de la « corporate governance »	208
IV. — Impôts sur les sociétés : des recettes très concentrées	209

IV. — Législation et réglementation

— Convention du Conseil de l'Europe relative aux procédures d'insolvabilité	123
— Loi n° 95-1347 du 30 décembre 1995 de finances rectificative pour 1995 (<i>extraits</i>)	147
— Loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 de finances pour 1996 .	156
— Décret n° 95-1329 du 28 décembre 1995 modifiant les dispositions des articles 41 <i>septdecies</i> J et 41 <i>septdecies</i> K de l'annexe III au code général des impôts ainsi que les dispositions de l'article R. 96 C-1 du livre des procédures fiscales relatives aux obligations déclaratives des intermédiaires en matière d'opérations réalisées sur le marché à terme d'instruments financiers et de marchandises	163
— Décret n° 95-1330 du 28 décembre 1995 modifiant les dispositions des articles 41 <i>septdecies</i> N et 41 <i>septdecies</i> O de l'annexe III au code général des impôts ainsi que les dispositions de l'article R. 96 C-2 du livre des procédures fiscales relatives aux obligations déclaratives des intermédiaires en matière d'opérations réalisées sur les options négociables	164
— Décret n° 95-1331 du 28 décembre 1995 modifiant les dispositions des articles 41 <i>septdecies</i> R et 41 <i>septdecies</i> S de l'annexe III au code général des impôts ainsi que les dispositions de l'article R. 96 C-3 du livre des procédures fiscales relatives aux obligations déclaratives des intermédiaires pour les profits réalisés par les particuliers sur les bons d'option	165
— Décret n° 95-1332 du 28 décembre 1995 fixant les modalités d'imposition des profits réalisés sur parts de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme ainsi que les obligations déclaratives des opérateurs et des intermédiaires	165
— Arrêté du 22 décembre 1995 fixant la liste des actions des sociétés françaises traitées sur le marché hors cote des bourses de valeurs dont l'achat ou la vente sont à prendre en considération pour l'application du régime de détaxation	167
— Arrêté du 28 décembre 1995 portant homologation du règlement n° 95-01 de la Commission des opérations de bourse	167
— Communication de la COB (attestation d'équité)	170
— Communication de la COB (conseil d'administration)	175

TABLE DES MATIÈRES

N° 1-1996

I. — DOCTRINE

- Sociétés coopératives et sociétés de droit commun, par Bernard SAINTOURENS 1
- Cession de contrôle et sort des contrats de la société cédée, par Daniel MAINGUY 17
- La société à responsabilité limitée en Espagne, par Juan Ignacio RUIZ PERIS 37

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

I. — Sociétés en général

- SARL, parts sociales, cession, vice du consentement, erreur sur la substance, actif, indisponibilité, action en résolution, incidence sur l'activité de l'entreprise, nullité de la cession. SOCIÉTÉ ANONYME, actions, cession, garantie des vices cachés (non), non-conformité des locaux, maintien de l'activité économique constituant l'objet social, Cass. com. 17 oct. 1995 et 12 déc. 1995, note Dominique BUREAU 55
- Dénomination sociale, nom patronymique, insertion dans les statuts, contrat relatif à l'usage du nom, signe distinctif de la personne morale, détachement de la personne physique, révocation des fonctions de dirigeant, droit pour la personne physique de faire usage de son nom dans le même secteur économique (non), Cass. com. 13 juin 1995, note Gilbert PARLÉANI 65
- Dissolution, dissolution judiciaire, régime, défendeur, société, Cass. 1^{re} civ. 4 juill. 1995, obs. Yves GUYON 74
- Statuts, prééminence sur les engagements extra-statutaires, associé, engagement, durée, société coopérative, coopérateur, retrait, Cass. 1^{re} civ. 13 juin 1995, obs. Yves GUYON 75

revue des sociétés

2
84

DALLOZ